

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 04/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visites d'inspection du 10/04/2025 et du 26/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SITA Ile-de-France

Centre d'Enfouissement Technique
Route de Guitrancourt
78440 Brueil-en-Vexin

Code AIOT : 0006503175

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées le 10/04/2025 et le 26/05/2025 dans l'établissement SITA Ile-de-France implanté Centre d'Enfouissement Technique Route de Guitrancourt 78440 Brueil-en-Vexin. L'inspection du 10/04/2025 a été annoncée le 13/03/2025 et celle du 26/05/2025 l'a été le 25/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les inspections ont été diligentées dans le cadre d'une action départementale visant à contrôler les installations de stockage de déchets en suivi post-exploitation. Elles visaient également à contrôler les mesures prises visant à prévenir les nuisances olfactives, suite à un signalement de la commune de Brueil-en-Vexin, les mesures de gestion des effluents aqueux et des lixiviats, et de prévention de la pollution des sols.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SITA Ile-de-France
- Centre d'Enfouissement Technique Route de Guitrancourt 78440 Brueil-en-Vexin

- Code AIOT : 0006503175
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ Recyclage et Valorisation a exploité de février 2004 à février 2014 une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Brueil-en-Vexin, au Bois des Obligeois, pour une capacité totale maximale d'1 000 000 de tonnes. Le suivi post-exploitation fait l'objet de prescriptions techniques définies dans l'arrêté préfectoral du 30 juin 2015.

Le site de Brueil-en-Vexin a par ailleurs été exploité dans sa partie Ouest de 1974 à 2005, et a reçu des déchets industriels et des déchets d'amiante liée. La cessation d'activité de ces casiers a été effective en mars 2000.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Partie documentaire et terrain - Entretien et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 22, 23, 24, 32	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Partie documentaire - Suivi des eaux de ruissellement intérieures au site	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 25	Demande d'action corrective	1 mois
4	Partie documentaire - Suivi des eaux de ruissellement extérieures	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Partie documentaire - Suivi des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 28, 32	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Partie documentaire - Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 29	Demande d'action corrective	12 mois
7	Partie documentaire et terrain - Suivi du réseau de collecte du biogaz	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 27, 32, 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois
9	Partie documentaire - Rapport annuel de suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 33	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Partie terrain - Interdiction et limitation d'accès	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 2	Sans objet
8	Partie documentaire - Suivi des tassements au droit du massif de déchets	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 31	Sans objet
10	Partie terrain - Pollution des sols	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 16 et 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au signalement de Mme la maire de la commune de Brueil-en-Vexin par courrier du 03/03/2025, l'Inspection des installations classées s'est déplacée sur le site SITA de Brueil-en-Vexin le 10/04/2025 et le 26/05/2025. Lors de ces visites d'inspection, elle a noté l'absence d'odeurs et de traces visibles d'égouttures ou de pollution des sols.

L'Inspection des installations classées note que le site présente un bon état d'entretien général et qu'il est régulièrement surveillé. En effet, le technicien en charge fait un tour complet du site deux fois par mois avec une liste précise de vérifications à faire. Par ailleurs, l'exploitant a également indiqué qu'un apiculteur est autorisé à exploiter des ruches sur le périmètre du site, de sorte qu'il effectue également des passages très réguliers et peut avertir l'exploitant d'un éventuel problème.

Cependant, l'Inspection des installations classées relève dans le présent rapport quelques actions correctives à effectuer et justificatifs à fournir notamment concernant:

- le réseau d'eaux de ruissellement du site, le traitement des eaux et les conditions de rejet;
- la surveillance de l'état du bassin de stockage de lixiviats;
- les rapports annuels de suivi post-exploitation (suivi des eaux souterraines, de la qualité du biogaz et des rejets atmosphériques).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Partie terrain - Interdiction et limitation d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 2
Thème(s) : Autre, Partie terrain - Interdiction et limitation d'accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès au site est limité et contrôlé. Le site est entouré d'une clôture en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres, munies de grilles fermées à clef en dehors des passages des personnes en charge de la surveillance et de l'entretien du site.</p> <p>[...]</p> <p>Un panneau signalétique, en matériau résistant aux intempéries, est implanté au niveau des voies d'accès au site. Il comporte les indications, indélébiles, suivantes: "Installation classée", nom de l'exploitant et son adresse postale, n° de téléphone à appeler en cas de besoin, mention de l'interdiction d'accès à toute personne non autorisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur constate sur site:</p> <ul style="list-style-type: none"> - que l'accès au site est limité par un grand portail fermé à clé; - que ce portail comporte une pancarte indiquant "SUEZ Recyclage et Valorisation, Brueil-en-Vexin, Installation Classée pour la Protection de l'Environnement, SUEZ RV Île-de-France, 19 rue Emile Duclaux - 92268 SURESNES Cedex"; - qu'un numéro d'urgence est indiqué (0 810 009 004); - que ce panneau précise que l'accès est interdit à toute personne non autorisée; - qu'un autre panneau rouge placé sur le portail indique "Propriété privée, défense d'entrer". <p>Au cours de l'inspection, l'inspecteur remarque à plusieurs reprises la présence d'une clôture entourant le site. Le contrôle par sondage du piézomètre Pz3 (cf. fiche d'inspection n°6) a nécessité de passer par un portail placé côté forêt fermé à clé.</p> <p>L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée.</p> <p>Cependant, l'inspecteur note que l'adresse indiquée sur le panneau n'est peut-être plus correcte, après recherche sur L'Annuaire des Entreprises. Il est donc demandé à l'exploitant de modifier l'adresse indiquée sur le panneau si celle-ci n'est plus correcte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Partie documentaire et terrain - Entretien et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 22, 23, 24, 32
Thème(s) : Autre, Partie documentaire - Entretien et maintenance des équipements
Prescription contrôlée : <u>Article 22. Réseaux de collecte des effluents:</u> La société SITA Île-de-France s'assure par des contrôles appropriés et préventifs du bon état et de l'étanchéité des réseaux de collecte des effluents. Les réseaux de collecte du site sont équipés d'obturateurs de façon à confiner toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. <u>Article 23. Points de rejets:</u> La société SITA Île-de-France assure l'entretien et la maintenance des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure des canalisations de rejets d'effluents. Ces points sont maintenus accessibles et permettent d'assurer les interventions en toute sécurité. <u>Article 24. Bassin de stockage des eaux de ruissellement intérieures au site:</u> Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être polluées, sont collectées séparément sur la totalité de la périphérie du site. La collecte des eaux pluviales est optimisée afin de prévenir toute stagnation d'eau et risques d'érosion des surfaces. Les eaux de ruissellement sont traitées par un décanteur / déshuileur avant d'être stockées dans deux bassins totalisant une capacité minimale de 3560 m ³ puis sont rejetées via des ouvrages d'infiltration, dans le Bois des Obligeois. Le bassin EP1 a une capacité de 2435 m ³ . Le bassin EP2 a une capacité de 1125 m ³ . Un bassin de relevage existe en amont du bassin EP1. Les bassins sont équipés d'une clôture sur toute leur circonférence, d'une échelle de sécurité interne fixe en tant que de besoin. Ils sont équipés de dispositifs nécessaires au relevage des eaux. L'exploitant positionne à proximité immédiate des bassins les dispositifs et équipements suivants: - une bouée; - un appareil permettant d'alerter les secours en cas d'accident; - une signalisation rappelant les risques. L'exploitant procède au nettoyage régulier des bassins dès que nécessaire et à leur curage au moins tous les trois ans. Les éléments justifiant des opérations de nettoyage ou de curage sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. <u>Article 32. Surveillance de l'état général du site et maintien en sécurité du site :</u> [...] La société SITA Île-de-France assure l'entretien et la réparation, dès que cela s'avère nécessaire : - des fossés de collecte des eaux pluviales, - des bassins de rétention des eaux de ruissellement [...], - des zones d'infiltration des eaux pluviales, [...].
Constats :

L'exploitant transmet, par courriel du 07/04/2025, les rapports annuels de suivi post-exploitation pour les années 2023 et 2024. En annexe 7 est placé le registre des fiches de visite bimensuelles. Ces fiches de visite comportent une section « Eaux de ruissellement », qui regroupe les items à vérifier suivants :

- État du portillon (fermé) ;
- Enceinte grillagée et en bon état ;
- Affichage (interdit au personnel non habilité, danger de noyade) ;
- Présence d'une bouée et d'un moyen de remontée en cas de chute (échelle de corde...) ;
- Propreté générale des bassins (végétation, papiers...) ;
- Niveau d'eau ;
- État géomembranes (trous, déchirures...) ;
- État de remplissage des bassins ;
- Propreté des déversoirs entre bassins à la sortie ;
- Fonctionnement des vannes sortie des bassins et / ou des pompes de relevage ;
- Propreté des fossés (fossés curés, fossés dégagés, absence de traces de lixiviats) ;
- État de la zone humide ;
- État de la zone d'infiltration.

Elles comportent également une section « État général », qui comporte l'item « état débourbeur-déshuileur ». Leur présence effective n'a pas fait l'objet du contrôle sur site du 10/04/2024.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique que ce sont ces vérifications périodiques préventives qui déclenchent les actions de maintenance et de nettoyage des équipements.

Concernant le réseau de gestion des eaux de ruissellement, il indique que :

- les eaux de ruissellement intérieures sont collectées par un réseau périphérique et que la moitié des eaux part vers le bassin EP1 (via un bassin de relevage) et l'autre moitié part vers le bassin EP2. Sur site, l'inspecteur visualise les bassins EP1 et EP2, ainsi que le bassin de relevage des eaux vers EP1. Elle constate que des branches assez imposantes sont présentes dans le bassin EP1, sans qu'il ne puisse être vérifié si cela a pu affecter l'étanchéité du bassin. L'exploitant indique cependant qu'il n'a pas observé de fuite. Au cours de l'inspection, des portions du réseau de collecte des eaux de ruissellement intérieures sont visualisées. L'inspecteur ne constate pas, au cours du contrôle par sondage, d'altération de ce réseau ;
- le bassin EP2 est fermé par défaut et muni d'une pompe qui peut être actionnée manuellement afin de rejeter les eaux ;
- le bassin EP1 est pourvu d'une canalisation d'évacuation gravitaire (visualisée par l'inspecteur) pourvue d'une vanne fermée par défaut. L'exploitant indique que les eaux rejoignent ensuite un fossé qui les dirige vers un point de rejet vers le Bois des Obligeois et qu'elles ne transitent pas par EP2 ;
- les prélèvements sont faits directement dans les bassins d'eaux pluviales, il n'y a donc pas de point de prélèvement à entretenir ;
- les eaux des bassins EP1 et EP2 peuvent être déversées dans le milieu sur action du technicien après accord du responsable, sur la base des résultats d'analyses.

L'inspecteur constate sur site que :

- les barrières des bassins EP1, EP2 et de relevage sont fermées par des cadenas et que ces bassins sont pourvus de clôtures sur toute leur circonférence ;
- les bassins EP1 et EP2 et de relevage sont équipés de bouées, d'échelles ou de moyens de remontée en cas de chute et de panneaux signalant :

- le risque de noyade ;
 - que l'accès est réservé au personnel habilité ;
- des armoires de commande sont localisées à proximité des deux bassins EP1 et EP2. L'exploitant indique que les systèmes d'obturation du bassin EP1 et de relevage des eaux du bassin EP2 peuvent être actionnés par un bouton dans ces armoires, qui étaient auparavant les postes de commande du système de télégestion. Cependant, il n'a pas été possible, au cours de l'inspection, de vérifier le fonctionnement effectif de ces systèmes de confinement des eaux. Par ailleurs, ces systèmes d'obturation ou de relevage (localisation de la manœuvre et du dispositif) n'étaient pas signalés de façon évidente lors de l'inspection. L'exploitant n'était pas sûr, au moment de l'inspection, de leur emplacement concernant le bassin EP1. Il a confirmé, photographies à l'appui, par courriel du 11/04/2024, qu'une vanne électrique est positionnée dans le regard situé derrière l'armoire de commande électrique, à côté du bassin EP1, que le bassin est donc bien fermé et que la vanne est pilotée électriquement quand c'est nécessaire ;
- le bassin de relevage déborde au niveau du fossé qui l'alimente. L'inspecteur demande à l'exploitant ce qui actionne le relevage des eaux vers le bassin EP1. Celui-ci indique que le relevage est automatique et conditionné au niveau de remplissage du bassin ;
- un fossé semble sortir du site au niveau du portail d'entrée (à sec lors de l'inspection). L'exploitant indique cependant ne pas savoir ce que draine ce fossé.

L'inspecteur visualise le point de rejet en aval du bassin EP2 dans le bois des Obligeois. Il ne constate aucune stagnation d'eau. L'exploitant n'a cependant pas été en mesure d'indiquer de façon précise l'emplacement du point de rejet du bassin EP1. Il indique que celui-ci est bien localisé dans le Bois des Obligeois, à proximité du bassin EP1. À noter que le plan des installations figurant en annexes 5 et 6 du rapport annuel d'avril 2025 pour l'année 2024 fait apparaître trois flèches non légendées qui semblent correspondre :

- aux deux chemins d'évacuation des eaux visualisés sur site à proximité du bassin EP2 et du portail d'entrée du site ;
- au chemin d'évacuation supposé des eaux du bassin EP1.

Concernant les moyens d'alerter les secours en cas d'accident, le technicien en charge du suivi des sites fermés indique :

- qu'il a sur son téléphone portable une application de protection des travailleurs isolés appelée GAMEO ;
- que si l'application détecte que la personne est tombée, un appel au technicien est déclenché ;
- que si celui-ci ne répond pas, le supérieur hiérarchique est contacté (n+1 ou, le cas échéant, n+2), qui peuvent confirmer s'ils ont une explication ou si c'est anormal ;
- que si personne ne répond, les pompiers sont alertés ;
- que l'application fonctionne même sans réseau téléphonique ou internet.

Enfin, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer à l'inspecteur la date du dernier curage des bassins EP1, EP2 et de relevage.

Non-conformité n°20250410-NC-01 : L'inspecteur constate :

- que l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer avec certitude où sont rejetées les eaux issues du bassin EP1 et n'a pas fait figurer sur le plan des installations les débourbeurs / déshuileurs ;
- que l'exploitant n'est pas en mesure de confirmer la date du dernier curage des bassins EP1, EP2 et de relevage ;
- la présence de branches imposantes dans le bassin EP1 ;
- que le bassin de relevage des eaux vers le bassin EP1 déborde dans le fossé l'alimentant, mettant en évidence un manque d'optimisation du réseau de gestion des eaux à ce niveau ;

- qu'un fossé sort du site au niveau du portail d'entrée et longe la route, sans que l'exploitant ne soit en mesure de confirmer quels effluents sont drainés par ce fossé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- modifier les conditions de relevage automatique des eaux du bassin de relevage vers le bassin EP1 de sorte que les eaux soient relevées avant que le bassin ne déborde, sous un délai d'un mois ;
- retirer les branches du bassin EP1 en veillant à la bonne étanchéité du bassin et à la préservation des habitats naturels, sous un délai d'un mois ;
- clarifier, sous un délai de trois mois, les points évoqués dans la présente fiche d'inspection concernant le réseau d'eaux de ruissellement (notamment positionnement du rejet du bassin EP1, origine des eaux drainées par le fossé à l'entrée du site, positionnement géographique des décanteurs / déshuileurs) ;
- lui transmettre, sous un délai d'un mois, les justificatifs des dernières opérations de nettoyage et de curage pour chaque bassin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Partie documentaire - Suivi des eaux de ruissellement intérieures au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 25

Thème(s) : Autre, Partie documentaire - Suivi des eaux de ruissellement intérieures au site

Prescription contrôlée :

La société SITA Île-de-France assure la surveillance de la qualité des eaux de ruissellement suivant une fréquence semestrielle, par un laboratoire accrédité par le Ministère en charge de l'environnement.

Elles ne peuvent être rejetées au milieu naturel que si les valeurs limites suivantes sont respectées:

Paramètres	Valeur limite maximale
Débit moyen annuel	18 m ³ /h
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
Température	< 30°C
DCO	90 mg/L
DBO ₅	20 mg/L
MES	30 mg/L

Hydrocarbures	2 mg/L
Zinc	1 mg/L
Plomb	0,05 mg/L
Modification de la couleur en aval du rejet	100 mg Pt/L

Avant tout rejet des eaux de ruissellement intérieures au site, le pH, la conductivité et la température des effluents destinés à être rejetés sont contrôlés.

Si les eaux des bassins ne respectent pas les valeurs limites définies ci-dessus, il convient soit de les traiter avant rejet afin que les valeurs limites ci-dessus soient respectées, soit de les faire éliminer, en tant que déchets, dans une installation adaptée et dûment autorisée.

Les résultats des analyses sont transmis à l'Inspection des installations classées, via le rapport annuel de suivi post-exploitation.

Les résultats sont accompagnés des commentaires de SITA Île-de-France, expliquant les évolutions des résultats et notamment les dépassements éventuels constatés et le descriptif des actions correctives mises en oeuvre ou envisagées, le cas échéant.

Constats :

Dans son rapport annuel d'avril 2025 pour l'année 2024, l'exploitant présente les résultats du suivi semestriel de la qualité des eaux de ruissellement. Les prélèvements ont été effectués le 21/05/2024 et le 13/11/2024 dans chacun des bassins EP1 et EP2.

L'inspecteur constate que les résultats de ces analyses sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 30/06/2015. Cependant, le débit moyen annuel rejeté n'est pas précisé.

Lors de l'inspection du 10/04/2024, l'exploitant indique :

- que le système de télégestion existant autrefois n'est plus en fonctionnement sur aucun des deux bassins EP1 et EP2, depuis l'arrêt de l'unité de valorisation du biogaz ;
- qu'aujourd'hui, lorsque le technicien fait sa visite bimensuelle, s'il constate qu'un bassin est plein, il contacte le responsable « Sites fermés » régional qui vérifie les derniers résultats d'analyses et, si les résultats sont conformes, donne son accord pour ouvrir la vanne de rejet ;
- qu'aucune mesure manuelle n'est faite juste avant l'ouverture de la vanne (EP1) ou le déclenchement du système de pompage (EP2). Il est donc possible que les dernières analyses prises pour référence pour déclencher le rejet remontent à plusieurs semaines, voire plusieurs mois ;
- que l'opération de rejet est effectuée environ deux fois par an, parfois trois mais plus rarement, en fonction du niveau de remplissage du bassin et des résultats d'analyses.

L'inspecteur indique à l'exploitant que, même si les derniers résultats d'analyses sont bons, il ne peut être exclu que les eaux accueillies depuis dans le bassin soient non conformes.

À noter que le rapport d'inspection du 06/10/2017, suite à l'inspection du 12/09/2017, relevait que la mesure du pH donnée par la télégestion (10,5) était incorrecte, et donc que l'évacuation n'avait pu être déclenchée, et que le bassin EP1 était plein. Le pH avait en effet ensuite été mesuré manuellement avec un pH-mètre par l'exploitant et donnait un résultat conforme aux valeurs

limites. L'exploitant avait indiqué que les mesures automatiques de pH et de la conductivité n'étaient pas fiables, car le système était encrassé et que la maintenance n'était pas assurée. Il mesurait donc le pH et la conductivité à une fréquence mensuelle directement dans les bassins et forçait le système de télégestion pour l'évacuation quand cela était nécessaire. Les mesures manuelles n'étaient pas reportées dans un registre.

Par courrier du 27/10/2017, l'exploitant avait précisé que :

- le système de télégestion permettait d'ouvrir automatiquement l'électrovanne quand les conditions de rejets étaient conformes à l'arrêté préfectoral ;
- ce système pouvait également être conduit en mode manuel, ce que l'exploitant indiquait pratiquer quand les sondes donnaient des résultats aberrants ;
- les sondes pH et conductimétrie du bassin EP1 sont situées dans une fosse difficile d'accès, qu'elles avaient été changées en 2010 et recalibrées en 2013 ;
- dans le cadre du suivi d'un site en post-exploitation, il lui paraissait plus judicieux de réaliser des mesures manuelles avec une sonde portative (pH et conductimétrie) avant évacuation des eaux du bassin EP1 en mode manuel vers la tranchée drainante, puis vers le milieu naturel ;
- ces mesures seraient dorénavant consignées dans des fiches de suivi.

Lors de l'inspection du 10/04/2025, l'exploitant ne mentionne pas que de telles mesures sont faites. Lors de l'inspection du 26/05/2025, l'exploitant indique que ces mesures de pH et conductivité sont réalisées manuellement à une fréquence mensuelle et sont consignées dans un registre. Il n'a cependant pas transmis ce registre à l'inspecteur.

A noter que, d'après les rapports annuels transmis par l'exploitant pour les années 2017, 2018, 2019, 2023 et 2024, les résultats d'analyses des eaux pluviales n'ont pas présenté d'écart aux valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral.

Non-conformité n°20250410-NC-02 : L'exploitant ne peut justifier avec certitude que les eaux des bassins de collecte des eaux de ruissellement du site sont effectivement conformes aux valeurs limites avant rejet et n'a pas clairement indiqué qu'il a mis en place la procédure annoncée suite à l'inspection du 12/09/2017 visant à vérifier le pH, la température et la conductivité de l'eau avant rejet au milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Étant donné que le système de télégestion n'est plus fonctionnel, l'exploitant doit justifier, sous un délai d'un mois, qu'il met en œuvre les mesures lui permettant de s'assurer que les eaux des bassins EP1 et EP2 sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral avant tout rejet au milieu naturel, en transmettant le registre des mesures manuelles mensuelles réalisées. Ce registre devra être annexé aux prochains rapports annuels. La procédure qu'il a proposée par courrier du 27/10/2017 convient à condition qu'elle inclut une mesure de la température de l'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Partie documentaire - Suivi des eaux de ruissellement extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Partie documentaire - Suivi des eaux de ruissellement extérieures

Prescription contrôlée :

Les eaux de ruissellement extérieures au site sont collectées séparément, sur la totalité de la périphérie des installations, et dirigées par ruissellement vers le Bois des Obligeois.

Les eaux de ruissellement extérieures au site sont contrôlées à une fréquence annuelle, et pour les paramètres suivants: pH, température, hydrocarbures, couleur.

Elles ne peuvent être rejetées au milieu naturel que si les valeurs limites suivantes sont respectées:

Paramètres	Valeur limite maximale
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
Température	< 20°C
Hydrocarbures	2 mg/L
Modification de la couleur en aval du rejet	100 mg Pt/L

Si les eaux de ruissellement extérieures ne respectent pas ces valeurs limites, il convient soit de les traiter avant rejet afin que les valeurs limites ci-dessus soient respectées, soit de les faire éliminer en tant que déchets dans une installation adaptée et dûment autorisée.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant indique qu'il n'y a, à sa connaissance, pas de collecte séparative des eaux de ruissellement intérieures et extérieures au site. Il indique qu'a priori toutes les eaux pluviales recueillies transitent par les bassins EP1 et EP2 et font l'objet des analyses prescrites pour les eaux de ruissellement intérieures.

L'inspecteur vérifie dans le dossier de suivi des installations les informations disponibles. Il note que le dossier de cessation d'activité de l'installation de stockage de déchets non dangereux du Bois des Obligeois d'octobre 2013 mentionnait effectivement des eaux de ruissellement intérieures et extérieures :

« 5.3.1. Eaux de ruissellement intérieures au site

Le réseau de fossés et de bassins de gestion des eaux pluviales a fait l'objet d'une note de dimensionnement dans le cadre du Dossier de modifications des conditions d'exploitation déposé en 2012 pour la création du casier 4.

Le site dispose ainsi d'un réseau de fossés collectant les eaux intérieures au site. Ces eaux sont ensuite dirigées vers 2 bassins de stockage étanches, permettant une décantation et un contrôle de leur qualité :

- bassin EP1, situé en bordure Ouest du casier C4, d'une capacité de 2 640 m³,

- bassin EP2, situé au Nord-est, près de l'entrée du site, d'une capacité de stockage de 1 125 m³.

Un bassin de relevage EP1bis d'une capacité d'environ 100 m³ a été créé en 2012 de manière à relever les eaux de ruissellements s'écoulant au Nord du site pour les diriger vers le bassin EP1.

Après contrôle, les eaux des bassins EP1 et EP2 sont rejetées dans deux ouvrages d'infiltration situés dans le Bois des Obligeois.

5.3.2. Eaux de ruissellement extérieures au site

Le site dispose d'une tranchée drainante qui collecte les eaux de sub-surface en provenance du bassin versant Sud. Cette tranchée a été créée lors de l'exploitation historique de la carrière de sablons pour éviter des loupes de glissement des terrains excavés.

Son écoulement est maintenu même si cela n'a plus d'utilité pour le remblaiement de la carrière.

À cet effet la tranchée a été maintenue et prolongée vers l'Ouest. Elle longe le casier C4. Elle est prolongée par une canalisation bordant le côté Nord-ouest du site et dirige les eaux vers le Nord, pour rejoindre l'exutoire existant des eaux du site à l'Est.

5.3.3. Suivi des eaux pluviales

L'auto-surveillance de la qualité des eaux pluviales a été réalisée conformément à l'article 3.1.9 de l'Arrêté préfectoral du 24 février 2004, par un laboratoire agréé :

Paramètres	Fréquence de contrôle
<u>Qualité des eaux pluviales intérieures :</u> - pH, T°, DCO, DBO5, MES, Hydrocarbures, Zinc, Plomb, couleur, conductivité - pH, conductivité, T°	- trimestrielle - Avant chaque rejet
<u>Qualité des eaux pluviales extérieures :</u> pH, T°, hydrocarbures, couleur	Annuelle

Le pH et la conductivité des bassins de stockage sont contrôlés en continu grâce à un système de télégestion. Par un système d'asservissement des vannes de rejet, le système de télégestion empêche tout rejet si les valeurs seuils sont dépassées pour ces paramètres.

Le tableau récapitulatif des résultats d'analyses des eaux souterraines, et les graphiques associés sont présentés en Annexe 4.

Les graphiques qui y sont présentés illustrent l'évolution de la qualité des eaux de ruissellement depuis le début d'exploitation du site, à partir des analyses semestrielles réalisées au niveau des points de contrôle.

Les valeurs mesurées sont comparées aux valeurs limites de rejets de l'article 3.1.8 de l'Arrêté préfectoral du 24/02/2004.

Certaines valeurs de pH et de MES sont ponctuellement élevées par rapport aux seuils. Ceci s'explique par la présence de particules limoneuses issues de la couverture du site, qui sont entraînées dans les bassins par ruissellement. L'eutrophisation en période estivale peut aussi expliquer des élévations de pH dans les bassins d'eaux de ruissellements.

La qualité des eaux de ruissellement n'est pas affectée par l'exploitation du site.

Les modalités de contrôle des eaux de ruissellement pour la période de suivi post-exploitation ont été décrites au chapitre 3.4.5. »

«3.4.5 Contrôle des eaux pluviales superficielles

Le contrôle proposé pour la surveillance de la qualité des eaux superficielles est le même pendant et après la phase de fonctionnement du bioréacteur.

Paramètres	Fréquence de contrôle
<u>Qualité des eaux pluviales intérieures :</u> - pH, T°, DCO, DBO5, MES, Hydrocarbures, Zinc, Plomb, couleur, conductivité	- Semestrielle
<u>Qualité des eaux pluviales extérieures :</u> pH, T°, hydrocarbures, couleur	Annuelle

»

Cependant, aucun plan matérialisant la distinction entre les réseaux d'eaux de ruissellement intérieures et extérieures n'a pu être trouvé.

Non-conformité n°20250410-NC-03: L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les eaux de ruissellement extérieures font l'objet d'une collecte séparée des eaux de ruissellement intérieures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées, sous un délai de quatre mois, un plan matérialisant la distinction entre les réseaux d'eaux de ruissellement intérieures et extérieures et faire procéder, sous ce même délai, à une analyse des eaux de ruissellement extérieures. L'exploitant mettra à jour le contenu du rapport annuel, à compter de celui portant sur l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Partie documentaire - Suivi des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 28, 32

Thème(s) : Risques chroniques, Partie documentaire - Suivi des lixiviats

Prescription contrôlée :

Article 28. Suivi des lixiviats:

Après la phase de fonctionnement du bioréacteur, les lixiviats collectés sont stockés dans un bassin de rétention d'un volume minimum de 500 m³. Ce bassin est équipé des dispositifs fixes nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve de 50 m³ qui ne peut être utilisé en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne au

bassin matérialise le volume de réserve.

Le bassin de stockage des lixiviats est maintenu fermé à clé, en dehors de toute intervention à son niveau.

Les dispositifs de collecte et de traitement des lixiviats sont protégés des intrusions pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

Les équipements suivants sont positionnés à proximité du bassin de lixiviats, qui est enterré:

- un appareil permettant d'alerter les secours en cas d'accident,
- une signalisation rappelant les risques.

Le fonctionnement des dispositifs de pompage des lixiviats est enclenché automatiquement dès que le niveau des lixiviats, mesuré au point le plus profond de chaque casier, excède 30 cm.

Après la phase de fonctionnement du bioréacteur, les lixiviats collectés sont stockés et évacués du site en tant que déchets vers une installation dûment autorisée à les traiter. Les caractéristiques des lixiviats satisfont les limites fixées par l'installation destinée à les traiter.

SITA Île-de-France assure la surveillance, l'entretien des dispositifs de pompage des lixiviats (puits, pompes, réseau, bassin de collecte, etc.) et procède aux contrôles suivants:

Paramètres	Fréquence de contrôle
Système de collecte et de pompage des lixiviats, volume de lixiviats collecté, niveau de lixiviats en fond de casier, hauteur de lixiviats dans le bassin de rétention des lixiviats	Trimestrielle
Composition des lixiviats : pH, conductivité, potentiel redox, chlorures, MES, DCO, DBO5, COT, NH4, azote global, métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Mn, Cd, Hg), Al, Zn, Fe, As, phosphore total, sulfates (SO42-), fluorures, phénols, hydrocarbures, CN, AOX	Semestrielle
Caractéristiques des lixiviats : pH, conductivité	Avant toute évacuation

La synthèse des résultats de contrôles effectués en application du présent arrêté comporte également les informations relatives aux éventuels dysfonctionnements constatés et aux actions correctives prises en conséquence.

Article 32. Surveillance de l'état général du site et maintien en sécurité du site:

[...]

La société SITA Île-de-France assure l'entretien et la réparation, dès que cela s'avère nécessaire :

[...]

- du bassin de collecte des lixiviats, réseau de recirculation des lixiviats et équipements associés,

[...]

Constats :

Lors du contrôle documentaire, l'inspecteur constate que :

- le rapport annuel fait état d'un volume de lixiviats de 0 m³ recirculé dans le massif en 2024 ;
- ce rapport comprend 6 bordereaux d'analyses des lixiviats placés en annexe 1, respectivement

datés du 24/01/2024, du 10/04/2024, du 03/06/2024, du 29/07/2024, du 20/09/2024 et du 29/11/2024. Les analyses ont porté sur les paramètres suivants : conductivité, COT, chlorures, sulfates, indice phénol, pH, température de mesure du pH, DBO5, DCO, indice hydrocarbures, hydrocarbures totaux, indice hydrocarbures volatils, potentiel redox, MES, fluorures, cyanures libres, cyanures totaux, AOX, ammonium, azote Kjeldahl, azote global, nitrates, nitrites, phosphore total, Al, As, Cd, Cu, Sn, Hg, Fe, Mn, Ni, Pb, Zn, somme des métaux. En plus des analyses physico-chimiques réalisées sur les échantillons, les bordereaux mentionnent que les paramètres pH, température et conductivité brute ont été mesurés sur le terrain. La température de l'échantillon a également été mesurée à réception de l'échantillon au laboratoire ;

- que les fiches de visites bimensuelles réalisées par l'exploitant mentionnent les contrôles suivants réalisés sur le terrain, dans la catégorie « Lixiviats » :

- collecte : puits sécuritaires, vérification des canalisations (vérifier qu'il n'y a aucune trace) et des raccords, état des têtes de puits, fonctionnement du compresseur et des pompes, absence de suintements de lixiviats au niveau des digues et des fossés ;
- bassins lixiviats : état du portillon (vérifier qu'il est fermé), enceinte grillagée en bon état, affichage, présence d'une bouée et d'un moyen de remontée en cas de chute, propreté générale des bassins (végétation, papiers...), niveau d'eau, état géomembranes (trous, déchirures...), état de remplissage des bassins, relevé du compteur, fonctionnement des aérateurs ;
- citernes : propreté / niveau d'eau, signalétique, état du tuyau de sortie, état de marche des flotteurs (vérifier s'il n'y a pas de blocage) ;

- l'exploitant commente, dans son rapport annuel, les résultats d'analyses des échantillons de lixiviats et l'évolution de la qualité des lixiviats.

L'inspecteur constate donc que le niveau d'eau fait l'objet d'un contrôle visuel régulier et que les analyses sont réalisées à une fréquence bien supérieure aux prescriptions applicables.

L'inspecteur constate sur site :

- que les lixiviats sont stockés dans un bassin en béton fermé par une trappe coulissante cadenassée, que l'exploitant a ouverte lors de l'inspection afin que l'inspecteur puisse en constater le contenu ;
- que ce bassin est tapissé à l'intérieur d'une membrane en PEHD et qu'une faible épaisseur de liquide est visible en fond de casier ;
- que le bassin de lixiviats est signalé par un panneau auquel est accroché un gilet de sauvetage. Cependant, les risques associés n'y sont pas directement mentionnés.

L'exploitant informe l'inspecteur sur les modalités d'alerte des secours en cas d'accident (cf. fiche d'inspection n°2).

Enfin, l'exploitant indique qu'il n'y a aujourd'hui quasiment plus de production de lixiviats et que le bioréacteur ne fonctionne plus depuis longtemps par manque de lixiviats. Il estime qu'il n'a pas eu de pompage des lixiviats depuis plus de deux ans. Il ajoute que les mesures faites à la sonde dans les puits confirment que la production de lixiviats a chuté et qu'il n'y en a plus assez pour déclencher ce pompage. Il confirme cependant que si le niveau de lixiviats excède approximativement 30 cm, le pompage serait déclenché. Cependant, les niveaux ne semblent pas avoir évolué depuis au moins un an (depuis l'arrivée du responsable Sites fermés à son poste, il n'a pas observé d'évolution).

L'inspecteur note qu'en 2017, l'exploitant avait informé l'Inspection des installations classées qu'une fuite de lixiviats avait été détectée au niveau du bassin de stockage des lixiviats.

<p>L'exploitant l'avait signalée par téléphone le 06/07/2017, puis par courriel du 29/08/2017. Le début de la fuite avait été estimé à juin 2016. Le débit de fuite était estimé à 400 L/jour pendant 1 an, soit environ 158 m³ au total (les volumes de lixiviats pompés dans les puits étant connus, cela avait permis d'estimer le volume manquant dans la cuve). Des réparations avaient eu lieu en juillet 2017. D'après le rapport de l'inspection du 12/09/2017, il n'avait ensuite plus été observé de baisse de niveau de la hauteur de lixiviat en dehors des périodes de recirculation. Suite à cette inspection, l'exploitant avait précisé, par courrier du 27/10/2017, que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fuite de lixiviats se situait au niveau de la soudure de la membrane de deux des six poteaux de soutènement du bassin enterré de lixiviats ; - le rapport transmis en août 2017 montrait qu'il n'y avait pas eu de résurgence latérale, ni d'impact sur la qualité des eaux pluviales du versant concerné qui se dirige vers le bassin EP2 ; - que les marqueurs de lixiviats les plus évidents sont les chlorures et la conductivité, et qu'aucun impact sur ces paramètres n'avait été observé sur les piézomètres aval les plus proches (Pz4 et Pz2). <p>Le rapport intitulé « Réparation étanchéité du bassin de stockage de lixiviats » fourni par courriel du 29/08/2017 précisait que la fuite avait été détectée début 2017 grâce au système de télégestion, qui suivait en continu le niveau de lixiviats dans la cuve. Aujourd'hui, l'Inspection des installations classées s'interroge sur les modalités selon lesquelles une telle fuite pourrait être détectée, en l'absence du système de télégestion.</p> <p>Non-conformité n°20240410-NC-04 : L'exploitant n'a pas signalé les risques présents au niveau du bassin de lixiviats. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas justifié des modalités selon lesquelles il s'assure régulièrement que le bassin de collecte des lixiviats ne présente pas de fuite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de deux mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - signaler par un affichage les risques présentés par le stockage de lixiviats ; - préciser les modalités selon lesquelles il s'assure régulièrement que le bassin de collecte des lixiviats ne présente pas de fuite, en l'absence du système de télégestion.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Partie documentaire - Suivi des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 29</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Partie documentaire - Suivi des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SITA Île-de-France assure la surveillance de la qualité des eaux souterraines au moyen d'un réseau de 4 piézomètres existants identifiés Pz1, Pz2, Pz3 et Pz4. Ces ouvrages sont repérés, protégés et maintenus fermés à clé.</p> <p>[...]</p> <p>Les contrôles suivants sont réalisés, sur prélèvement des eaux souterraines:</p>

Paramètres	Fréquence de contrôle
PH, potentiel redox, résistivité, NO ₂ ⁻ , NO ₃ ⁻ , NH ₄ ⁺ , SO ₄ ²⁻ , NTK, Cl ⁻ , PO ₄ ²⁻ , K ⁺ , Ca ²⁺ , Mg ²⁺ , Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX, DBO ₅ , coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, salmonelles, présence de fibres d'amiante, hauteur d'eau	Semestrielle (en période de basses et hautes eaux)
<p>Les résultats des analyses sont comparés aux valeurs guides existantes. Le sens d'écoulement des eaux est déterminé.</p> <p>Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, la société SITA Île-de-France en informe sans délai le préfet et met en place un plan d'actions correctives et une surveillance renforcée. L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par le préfet, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur constate, à la lecture du rapport annuel de suivi post-exploitation pour l'année 2024, que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des paramètres prescrits par arrêté préfectoral est suivi sur les 4 piézomètres du site (Pz1, Pz2, Pz3 et Pz4) ; - le sens d'écoulement des eaux souterraines est orienté vers le nord-est ; - les résultats d'analyses sont analysés et comparés à des valeurs de référence (arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique), uniquement pour les chlorures et en sulfates. <p>Sur site, l'inspecteur contrôle par sondage le piézomètre Pz3, dans le bois d'Hanneucourt. Il constate que l'ouvrage est en bon état, protégé, fermé à clé et signalé par des balises.</p> <p>Non-conformité n°20250410-NC-05 : L'exploitant n'a pas comparé les résultats d'analyses des eaux souterraines aux valeurs guides existantes.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire figurer, dans son prochain rapport de suivi annuel, un tableau comparant l'ensemble des résultats d'analyses des eaux souterraines aux valeurs guides existantes, sous un délai de 12 mois.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 12 mois	

N° 7 : Partie documentaire et terrain - Suivi du réseau de collecte du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 27, 32, 21	
Thème(s) : Risques chroniques, Partie documentaire et terrain - Suivi du réseau de collecte du biogaz	
Prescription contrôlée :	
<p>Article 27. Suivi du réseau de collecte du biogaz et des dispositifs de destruction ou valorisation: Les installations de valorisation, de destruction ou de stockage du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.</p> <p>Les dispositifs de captage et de traitement ou valorisation du biogaz sont protégés des intrusions pendant toute la durée de leur maintien sur le site.</p> <p>[...]</p> <p>Après la phase de fonctionnement du bioréacteur, le biogaz est détruit par combustion (torchère).</p> <p>[...]</p> <p>Après la phase de fonctionnement du bioréacteur, les contrôles suivants, au minimum, sont réalisés:</p>	
Paramètres	Fréquence de contrôle
Réseau de captage du biogaz	mensuelle
Qualité du biogaz : CH ₄ , CO ₂ , O ₂	semestrielle
Qualité du biogaz : CH ₄ , CO ₂ , O ₂ , H ₂ S, H ₂ O, H ₂	annuelle
Température de combustion, volume de biogaz traité	en continu
Rejets atmosphériques de la torchère : CO ₂ , CO, SO ₂ , HCl, NO _x , HF, et temps de combustion et température de combustion	annuelle
<p>La température de combustion du biogaz doit être d'au moins 900°C, pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapportées à des conditions normalisées de température (273K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11% d'oxygène.</p> <p>La concentration en monoxyde de carbone (CO) des gaz de combustion doit être inférieure à 150 mg/Nm³.</p>	

[...]

Article 32. Surveillance de l'état général du site et maintien en sécurité du site:

[...]

L'accès aux équipements sensibles du site est empêché (unité de valorisation du biogaz, torchère, [...], etc.). [...]

[...]

Une signalétique est mise en place afin d'informer le public des dangers liés à chaque équipement sensible et des mesures de prévention et d'interdiction à respecter.

[...]

La société SITA Île-de-France assure l'entretien et la réparation, dès que cela s'avère nécessaire :

[...]

- des [...] réseau de collecte de biogaz, unité de traitement ou de valorisation du biogaz, et tout autre équipement associé à la collecte et traitement du biogaz,

[...].

Article 21. Odeurs:

La société SITA Île-de-France prend les dispositions nécessaires pour prévenir l'apparition des odeurs, et aménage les sources potentielles d'odeur et / ou les périodes d'intervention risquant d'être à l'origine d'odeurs de manière à limiter la gêne pour le voisinage.

Constats :

L'inspecteur constate, à la lecture du rapport annuel d'avril 2025 pour l'année 2024 :

- que les équipements suivants font l'objet d'un contrôle visuel deux fois par mois :

- collecte de biogaz : puits sécuritaires, état des vannes sur le réseau, absence de flashes sur le réseau de dégazage, étanchéité des puits de dégazage, état des raccordements, purge du réseau si nécessaire ;
- torchère : état du portillon (fermé), enceinte grillagée et en bon état, affichage (interdit au personnel non habilité, danger électrique, défense de fumer, risque de brûlures), présence du panneau ATEX, coffret électrique fermé, état de la purge au niveau de la torchère, relevé du compteur horaire, relevé du compteur débit, relevé de la température, contrôle visuel de la torchère (anomalies fût, flamme visible...);

- que l'exploitant indique : « Au total, 542 148 Nm³ de biogaz ont été torchés en 2024, qui contenaient en moyenne 28,4 % de méthane (CH₄) et 26,5 % de dioxyde de carbone (CO₂). La torchère a fonctionné au total 3 649 h ». Cependant, il n'a pas fourni les justificatifs d'analyse de la qualité du biogaz ;

- qu'il est fait état d'une température de combustion de 973°C ;

- que les résultats des contrôles de rejets atmosphériques sont présentés dans un tableau, et les bordereaux d'analyses en annexe 4. Les mesures ont été réalisées le 11/09/2024 par la société EUROPOLL. Les paramètres suivants ont été analysés : SO_x, HCl, HF, CO, O₂, CO₂, NO_x, CH₄, température des gaz, débit de gaz secs. Les concentrations en H₂, H₂S et H₂O ne sont pas précisées ;

- que l'exploitant présente également, en annexe 8, le tableau des contrôles du réseau de biogaz réalisés à une fréquence mensuelle. Ceux-ci présentent les mesures des paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂, température, pression statique avant réglage, pression différentielle avant réglage et pression atmosphérique. L'exploitant n'a cependant pas précisé les modalités de ces mesures (méthode, durée du prélèvement...). Par ailleurs, les concentrations en polluants ne sont pas

exprimées dans les conditions prévues par arrêté préfectoral et il n'est pas possible, compte tenu des unités utilisées, de vérifier rapidement que la concentration en CO est bien inférieure à 150 mg/Nm³.

L'inspecteur constate sur site :

- que l'unité de valorisation du biogaz a été démantelée, et que seule la dalle béton sur laquelle elle avait été placée subsiste ;
- qu'une torchère est en place et en fonctionnement afin de détruire le biogaz par combustion ;
- que la torchère est entourée d'une clôture et que le portail est cadenassé ;
- la présence, sur la clôture, d'un panneau intitulé « consignes de sécurité zone torchères » précisant les dangers associés (danger électrique, atmosphère explosive, risque de trébuchement), les interdictions (de fumer, d'apporter du feu, accès interdit aux personnes non autorisées, d'apporter un téléphone).

L'exploitant indique que :

- le site est équipé de 3 sortes de puits : des puits pompant uniquement du biogaz, des puits pompant uniquement des lixiviats et des puits mixtes biogaz / lixiviats ;
- tout le biogaz est dirigé vers la torchère, qui est sous temporisation et ne tourne que le matin. Elle démarre tous les jours à 8 h et se coupe à 12 h. Il est aussi possible qu'elle se coupe avant s'il n'y a pas assez de biogaz pour l'alimenter. Il faut en effet un peu de temps au massif pour se recharger en biogaz ;
- actuellement la torchère en place est de taille importante (conçue pour traiter un débit de 500 Nm³/h. Quand il n'y a plus assez de biogaz, elle est mise sous temporisation ;
- qu'il sera nécessaire de la remplacer par une torchère d'une puissance inférieure ;
- il est possible que des animaux pénètrent sur le site et que des puits soient déconnectés après avoir été heurtés, ce qui peut occasionner des odeurs le temps que la situation soit rectifiée. L'exploitant n'a cependant pas pu confirmer si des événements récents de ce type étaient survenus. Il n'est donc pas établi que ces phénomènes puissent expliquer les nuisances olfactives signalées.

Enfin, l'inspecteur ne relève pas d'odeurs incommodantes lors des inspections du 10/04/2025 et du 26/05/2025.

Non-conformité n°20240410-NC-06 : Les résultats d'analyses de la qualité du biogaz et des rejets atmosphériques ne sont pas présentés conformément aux dispositions applicables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser l'ensemble des mesures prévues sur le biogaz torché et sur les rejets atmosphériques de la torchère et en présenter les résultats dans les conditions prévues par l'article 27 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°34048 du 30/06/2015. Le rapport annuel sur l'année 2025 devra présenter les résultats d'analyses conformément aux dispositions applicables, un délai de 12 mois est donc laissé à l'exploitant à cet effet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Partie documentaire - Suivi des tassements au droit du massif de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 31
Thème(s) : Autre, Suivi des tassements au droit du massif de déchets
Prescription contrôlée : [...] Après la phase de fonctionnement du bioréacteur, la société SITA Île-de-France effectue un suivi des tassements du massif de déchets et vérifie la stabilité des talus et ouvrages techniques à une fréquence annuelle durant les cinq années suivant l'arrêt du fonctionnement du bioréacteur, puis à une fréquence triennale au-delà. La société SITA Île-de-France fait procéder à un reprofilage du site, en tant que de besoin, de façon à assurer une bonne évacuation des eaux de ruissellement superficielle, en veillant au maintien de la couverture au-dessus du massif de déchets, et de ses caractéristiques: matériaux la constituant, épaisseur de ces matériaux, taux d'imperméabilité. Les éléments justifiant du respect de ces caractéristiques sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. La société SITA Île-de-France tient à jour, et à disposition de l'Inspection des installations classées, un plan topographique du site, comprenant également l'ensemble des aménagements du site, équipements ou structures subsistants, et dispositifs de contrôle.
Constats : L'exploitant présente, lors du contrôle documentaire et dans son rapport annuel d'avril 2025 pour l'année 2024, le relevé topographique du suivi des tassements de déchets réalisé en octobre 2024. L'inspecteur constate que ce plan fait apparaître l'ensemble des aménagements du site, équipements ou structures subsistants, et dispositifs de contrôle. Il indique: - que le bioréacteur ne fonctionne plus aujourd'hui, compte tenu de la quasi-absence de lixiviats à réinjecter dans le massif de déchets; - qu'à ce stade il n'a pas été jugé nécessaire de procéder à un reprofilage du site. L'inspecteur note que les fiches de visite bimensuelles placées en annexe 7 du rapport annuel mentionnent la vérification de l'absence de mouvements de terres. L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Partie documentaire - Rapport annuel de suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 33
Thème(s) : Autre, Partie documentaire - Rapport annuel de suivi post-exploitation
Prescription contrôlée : La société SITA Île-de-France adresse à l'Inspection des installations classées un rapport annuel comprenant l'ensemble des résultats des contrôles et analyses effectués dans le cadre du suivi post-exploitation du site, et notamment ceux visés aux articles 24 à 32 du présent arrêté, accompagnés de ses commentaires relatifs à l'évolution des paramètres suivis et eaux

constatations effectuées lors des contrôles.

Les opérations d'entretien ou de réparation réalisées sur les différents ouvrages du site, ainsi que les opérations d'entretien et de maintien de la végétation, et les faits marquants et éventuels incidents sont également décrits dans le rapport annuel.

A l'issue d'une première période d'une durée de cinq ans, à compter de la date de notification du présent arrêté, la société SITA Île-de-France adresse à l'Inspection des installations classées, un premier bilan du suivi du site réalisé en application du présent arrêté.

Les éventuelles demandes de modification des conditions du suivi doivent être justifiées.

Les montants et échéances des garanties financières sont actualisées le cas échéant.

[...]

Constats :

L'exploitant transmet, par courriel du 07/04/2025, les rapports annuels de suivi post-exploitation pour les années 2023 et 2024.

L'inspecteur constate que ces rapports font état :

- du suivi des eaux de ruissellement intérieures, ainsi que les bulletins d'analyse associés, présentés en annexe 3 ;
- du suivi du réseau de collecte du biogaz et des dispositifs de destruction ou de valorisation. Le rapport rappelle l'historique de la mise en place et de l'arrêt de la valorisation du biogaz en électricité ;
- du suivi de la qualité du biogaz torché et des rejets atmosphériques de la torchère ;
- du suivi commenté de l'évolution de la qualité des lixiviats et d'un explicatif concernant la gestion des lixiviats, ainsi que les bulletins d'analyse associés, présentés en annexe 1 ;
- du suivi commenté de la qualité des eaux souterraines, avec un rappel du contexte hydrogéologique et du réseau piézométrique, ainsi que les bulletins d'analyse associés, présentés en annexe 2 ;
- du suivi des tassements du massif de déchets, les relevés topographiques étant présentés en annexe 5 et la cartographie des tassements en annexe 6 ;
- de la surveillance de l'état général du site et du maintien en sécurité du site.

L'inspecteur constate cependant l'absence :

- d'un plan matérialisant les équipements prescrits à l'article 24 (notamment : bouée, décanteurs / déshuileurs) et le sens d'écoulement des eaux souterraines ;
- du débit moyen annuel d'eaux de ruissellement rejetées ;
- du suivi de la qualité des eaux de ruissellement extérieures ;
- des fiches d'échantillonnage des eaux souterraines (à noter que les bordereaux d'analyses, eux, sont bien présents) ;
- d'un explicatif de la méthode de réglage du réseau de captage de biogaz permettant de maintenir le massif de déchets en dépression sur l'ensemble des puits de captage du biogaz (article 27) ;
- du détail des opérations d'entretien ou de réparation réalisées sur les différents ouvrages du site, ainsi que les opérations d'entretien et de maintien de la végétation, ainsi que les éventuels justificatifs associés en cas d'intervention d'un organisme extérieur ;
- d'informations relatives à la recirculation ou à l'évacuation des lixiviats (date, si connue, de la dernière opération de recirculation des lixiviats dans le massifs de déchets, et éventuellement dernier bordereau d'évacuation des lixiviats hors site si une telle opération a eu lieu depuis l'arrêt du bioréacteur) ;
- de l'actualisation du montant des garanties financières.

<p>L'inspecteur constate par ailleurs que les rapports annuels des années 2020, 2021 et 2022 n'ont pas été transmis à l'Inspection des installations classées. Enfin, aucun rapport quinquennal n'a été réceptionné par l'Inspection des installations classées.</p> <p>Non-conformité n°20250410-NC-07 : Le rapport annuel de suivi post-exploitation ne mentionne pas l'ensemble des éléments requis par l'article 33 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°34048 du 30/06/2015. L'exploitant n'a par ailleurs pas transmis de bilan quinquennal depuis le début du suivi post-exploitation du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre en compte les observations de la présente fiche d'inspection dans son prochain rapport annuel, sous un délai de 12 mois ; - veiller au respect de la périodicité de transmission du rapport annuel ; - transmettre un bilan de la période s'étendant de 2015 à 2024 sous un délai de six mois, en lieu et place du premier rapport quinquennal non réceptionné. Ce rapport retracera notamment la chronologie des événements concernant la gestion du biogaz.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 10 : Partie terrain - Pollution des sols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 16 et 17</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Partie terrain - Pollution des sols</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 16: Stockages</u></p> <p>[...]</p> <p>Les rétentions ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>[...]</p> <p><u>Article 17: Transports, chargements et déchargements</u></p> <p>Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique :</p>

- qu'aujourd'hui les seuls effluents aqueux sont les eaux de ruissellement du site, acheminés par le réseau dédié décrit dans les précédentes fiches d'inspection, et les lixiviats, qui sont pompés puis acheminés vers le bassin de stockage dédié par un réseau canalisé dédié. Ceux-ci ont vocation à être réinjectés dans le massif de déchets afin d'en accélérer la fermentation, et donc la production de biogaz ;
- qu'il n'y a aujourd'hui quasiment plus de production de lixiviats. Le bioréacteur ne fonctionne plus depuis longtemps par manque de lixiviats. Cependant, l'exploitant doit confirmer s'il y a déjà eu ou non une évacuation hors site des lixiviats (cf. fiche d'inspection n°9) ;
- qu'il a pu y avoir du transport de lixiviats pour les évacuer hors site lorsque celui-ci était en exploitation mais jamais après, et qu'il n'y a plus aujourd'hui de transport de produits à l'intérieur de l'établissement ;
- qu'il n'a jamais remarqué d'égouttures ou autres écoulements susceptibles d'occasionner une pollution des sols au cours du suivi post-exploitation.

L'inspecteur constate :

- que le bassin de lixiviats est en béton et est fermé par une trappe coulissante cadenassée, que l'exploitant a ouverte lors de l'inspection afin que l'inspecteur puisse en constater le contenu ;
- que ce bassin est tapissé à l'intérieur d'une membrane en PEHD et qu'une faible épaisseur de liquide est visible en fond de casier.

Par ailleurs, l'inspecteur ne constate aucun stockage de produit chimique sur site.

Compte tenu de ces éléments, il n'existe aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu nature d'égouttures ou d'effluents accidentels.

Enfin, l'inspecteur n'a relevé aucune trace visible d'égoutture ou de pollution des sols au cours de l'inspection.

L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite